



Déclaration de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT

FACE A LA CASSE INDUSTRIELLE, MOBILISONS-NOUS LE 22 JANVIER DEVANT BERCY !

Depuis quelques mois, nous sommes confrontés à une vague de plans de suppressions d'emplois, de licenciements et une casse industrielle d'une ampleur sans précédent. À ce jour, on recense plus de 300 PSE et plus de 300 000 emplois menacés dans les filières industrielles et particulièrement dans l'Automobile et la Sidérurgie.

Des milliers d'emplois et de nombreux sites sont directement concernés : ARCELORMITTAL, DUMAREZ, INEOS, MAHLE BEHR, WALOR, SCHAEFFLER, STELLANTIS, RENAULT, GMD, FAURECIA, VALEO, FONDERIE DE BRETAGNE, Z.F, THYSSENKRUP, etc... Pourtant, depuis des mois, voire des années, la CGT alerte les pouvoirs publics et les gouvernements en place, pour dénoncer les stratégies de désindustrialisation et de casse sociale que mènent les donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants.

Face à cette désindustrialisation, **des résistances s'organisent et des luttes se développent** pour s'opposer et proposer une stratégie industrielle qui réponde aux besoins sociaux et aux défis environnementaux.

En effet, nous sommes engagés dans un bras de fer qui va certainement durer. Il est donc nécessaire d'intensifier notre travail d'explication et d'information, en donnant aux salariés les éléments de notre analyse et nos propositions pour gagner un véritable ancrage des luttes dans l'entreprise et la convergence nécessaire pour les gagner.

La FTM-CGT exige l'adoption du projet de loi des GM&S sur la responsabilité sociale des donneurs d'ordres vis-à-vis de leurs sous-traitants. Ces donneurs d'ordres doivent être tenus responsables des pratiques envers leurs sous-traitants, afin de protéger les emplois, les qualifications, les savoirs faire et les sites industriels.

La FTM-CGT réclame également l'arrêt de la politique de l'offre : le gouvernement doit conditionner les versements d'aides publiques au maintien et au développement de l'emploi. Il est inacceptable que des ressources publiques soient utilisées pour soutenir des entreprises qui, en contrepartie, ferment des sites, licencient des travailleuses et travailleurs ou enrichissent uniquement leurs actionnaires. Le rôle d'un État stratège ne peut se limiter à subventionner des entreprises pour augmenter leurs marges et les dividendes.

Le nouveau gouvernement doit répondre aux urgences sociales et orienter ses décisions politiques vers la protection des travailleurs et la satisfaction de leurs besoins fondamentaux.

La FTM-CGT appelle l'ensemble des syndiqués et salariés, à se mobiliser massivement le 22 Janvier, à Bercy ou devant les entreprises en lutte dans les territoires, pour défendre les emplois, les industries, face aux attaques sans précédent du patronat et aux politiques gouvernementales.

Montreuil, le 16 Janvier 2025